

Les politiques ont une perception souvent biaisée de leurs adversaires

Les acteurs politiques ont tendance à envisager leurs adversaires comme plus puissants et mal intentionnés qu'ils ne le sont réellement. Ce phénomène handicape les prises de décision et la recherche de solutions consensuelles. Des chercheurs en science politique de l'Eawag ont montré qu'il existait même dans le système suisse basé sur la démocratie de concordance. *Texte : Andres Jordi*



Contour by Getty Images

Fig. 1 : Hillary Clinton et Donald Trump seraient-ils politiquement moins éloignés l'un de l'autre qu'ils ne le reconnaissent ? Lors du mariage de Trump en 2005, les concurrents acharnés d'aujourd'hui pour la présidence des États-Unis semblaient du moins très bien s'entendre.

Les hommes et femmes politiques ont tendance à voir leurs adversaires sous un jour plus noir qu'ils ne le méritent. Ils perçoivent ainsi les différences entre leurs positions et celles du camp adverse comme étant beaucoup plus grandes qu'elles ne le sont objectivement. Ils estiment d'autre part leurs adversaires politiques plus puissants qu'ils ne le sont en réalité. Les spécialistes de science politique appellent ce phénomène « devil shift », ce que l'on pourrait traduire par « biais maléfique ». Il s'explique par le fait que les êtres humains ont apparemment une grande difficulté cognitive à se faire une idée positive de leurs adversaires, ce qui répondrait

à un besoin de se distancer de ses ennemis. D'autre part, les défaites restent plus fortement en mémoire que les victoires et, en démocratie, surviennent généralement plus souvent que les succès dans la carrière des politiques. Il est alors normal d'attribuer une grande influence à l'adversaire susceptible de l'emporter. « La méfiance et les conflits entre acteurs politiques ont donc également une cause socio-psychologique au-delà des différences de fond », explique Manuel Fischer du Département de sciences sociales de l'environnement de l'Eawag.

Le « devil shift » dans la politique suisse

Telle est du moins la théorie. Manuel Fischer, sa consœur Karin Ingold et des scientifiques de l'Université de Genève ont cherché à savoir si le « devil shift » jouait également un rôle dans la vie politique suisse. Dans le cadre d'un projet du Fonds national suisse, ils ont analysé différents processus de prise de décision en examinant de plus près neuf des grands dossiers des années 2001 à 2006 allant de la modification de la loi sur l'énergie nucléaire à l'accord bilatéral Schengen/Dublin en passant par la 11^{ième} révision de l'AVS et l'extension de la libre circulation des personnes. Les politologues ont interviewé plus de 200 personnalités des services gouvernementaux, des partis politiques, des groupes d'intérêts et du monde scientifique ayant été impliqués dans ces processus politiques. Ils ont alors noté l'opinion subjective de ces personnes sur le débat avec leurs adversaires politiques et sur leur influence puis comparé les résultats avec une évaluation objective basée sur les différences de fond factuelles entre les parties prenantes et sur l'évaluation moyenne de tous les acteurs.

Et les chercheurs ont effectivement pu démontrer que le biais maléfique rôdait bien dans la politique suisse. Ainsi, les acteurs politiques ont souvent considéré que les positions de leurs adversaires différaient plus fortement de leurs propres valeurs et convictions qu'elles ne le faisaient réellement (Fig. 2). « Les représentants des partis politiques, des groupes d'intérêts et des lobbies et les acteurs influents sont plus concernés d'une perception beaucoup plus biaisée que les administratifs et les scientifiques », révèle Fischer. Pour le politologue, cette différence s'explique par la plus forte concurrence existant entre eux : les partis politiques veulent faire prévaloir leurs positions au parlement, ont des obligations vis-à-vis de leurs électeurs et sont dépendants de leur opinion. Les groupes d'intérêts doivent défendre les intérêts de leurs membres, se battre pour obtenir des financements et peuvent facilement disparaître s'ils baissent la garde. Les dirigeants et responsables de haut rang sont quant à eux exposés à l'opinion publique et sont donc les cibles privilégiées d'attaques politiques.

D'après les résultats de l'étude, le « devil shift » était particulièrement prononcé dans les dossiers à forte composante socioéconomique. « Dans ces problématiques, le débat politique est souvent dominé par le clivage gauche/droite », indique Fischer. Les motivations correspondent alors à des convictions profondes, cultivées pendant des décennies, qui se distinguent fortement de celles du camp opposé. Ce contexte favorise la conception subjective selon laquelle l'opinion de l'adversaire diffère fondamentalement de la sienne propre. « Dans d'autres débats, la différence entre les coalitions est moins tranchée et moins systématique », estime Fischer.

En général, les intérêts matériels des acteurs sont également moins directement affectés. Le deuxième aspect du «devil shift» dans lequel les acteurs politiques tendent à attribuer une puissance exagérée à leurs adversaires n'apparaît que très faiblement sur la scène politique suisse. Les acteurs ont même parfois tendance à sous-estimer leur influence réelle (Fig. 2).

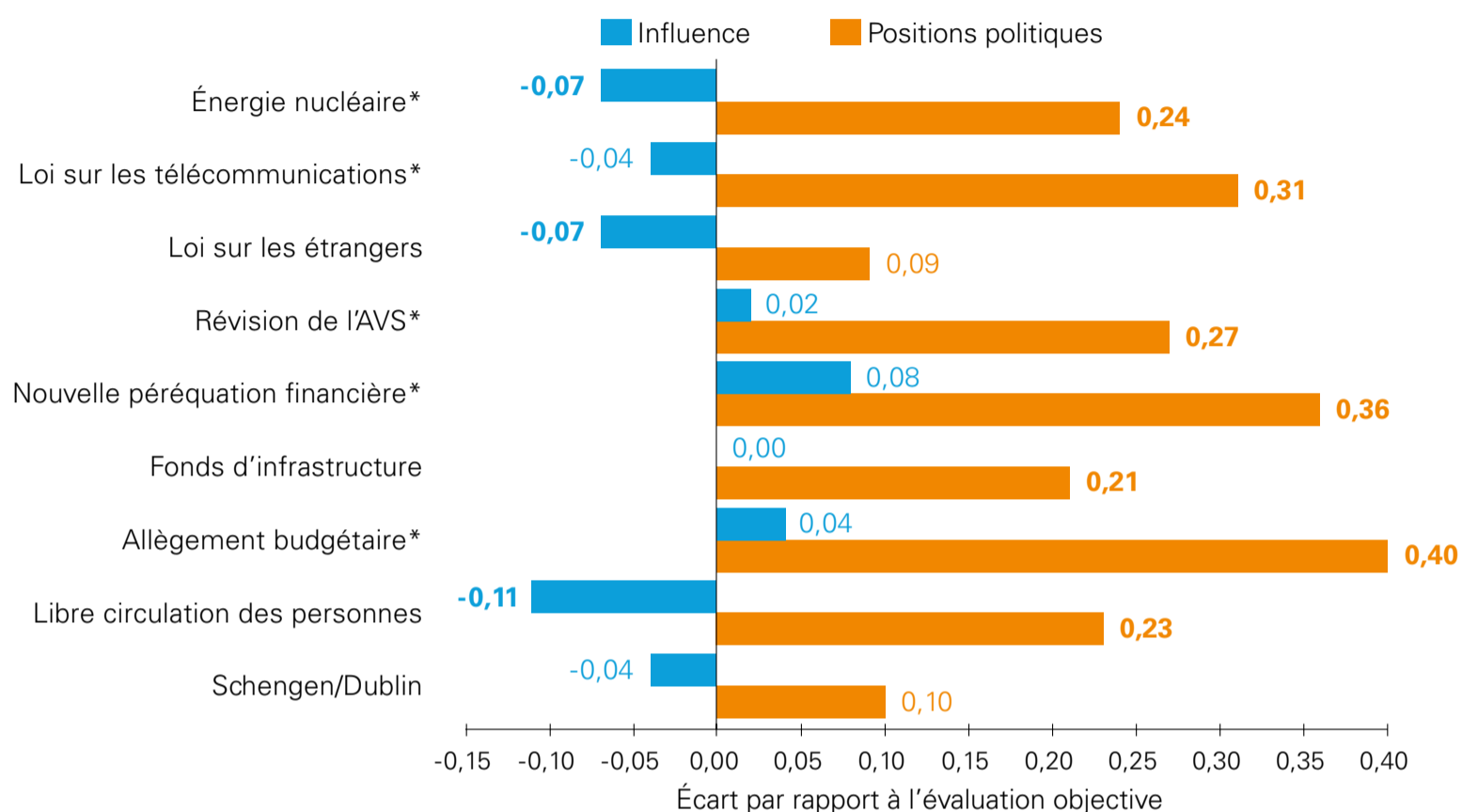


Fig. 2: Rapport entre l'appréciation subjective des différents acteurs et l'évaluation objective. Les valeurs positives indiquent une surestimation des différences politiques ou de l'influence des adversaires; les valeurs négatives indiquent que ces paramètres sont au contraire sous-estimés. Les valeurs significatives sont représentées en gras. Les dossiers suivis d'un astérisque présentent une forte composante socioéconomique.

Un rôle de médiation pour les administrations

Quelles sont les implications de cette perception biaisée dans la politique au quotidien? «Le devil shift favorise les divisions, le durcissement des positions et la méfiance», indique Fischer. Il crée donc un climat néfaste à la coopération entre les différentes coalitions qui est pourtant indispensable au bon fonctionnement des formes de gouvernement basées sur le consensus comme celui de la Suisse. L'efficacité de la prise de décision s'en ressent et il devient plus difficile d'obtenir des compromis équilibrés et socialement acceptables.» Et d'ajouter ce constat: «Le système politique fédéral est devenu plus conflictuel ces dernières années.»

Comment alors surmonter ces fractures politiques? D'après les scientifiques, il est besoin d'acteurs capables de passer outre les barrières rigides érigées entre les coalitions pour rechercher des solutions avec leurs adversaires politiques. Ils estiment également que le travail interpartis, dans le cadre des commissions par exemple, a un pouvoir fédérateur. D'après les politologues, un rôle important revient alors aux administratifs. Moins concernés par le biais, ils sont perçus avec plus d'objectivité par toutes les parties prenantes. Par ailleurs, ils sont

habitués à travailler avec différents groupes politiques et à tenir compte des intérêts les plus divers. De plus, ils défendent en général des positions plus modérées que les politiques ou les lobbyistes. « Les administratifs sont donc tout désignés pour intervenir entre les différents camps en tant que médiateurs neutres et crédibles », conclut Fischer.

Les politologues jugent très improbable que le « devil shift » se limite à la Suisse. Au contraire: si le bon élève en matière de démocratie du consensus n'en est pas à l'abri, il est plus que vraisemblable que les systèmes de gouvernement moins axés sur le compromis en soient davantage touchés.

[>> Article original paru dans le Journal of Public Policy](#)

Contact

Manuel Fischer

Département de sciences sociales de l'environnement, Eawag

Institut de sciences politiques, Université de Berne

manuel.fischer@eawag.ch